DIAL

L'actualité en bref - janvier 2003

Nicolas Pinet

samedi 1er février 2003, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

AMÉRIQUE LATINE

Le *Panorama de l'insertion internationale de l'Amérique latine et des Caraïbes 2001-2002*, présenté jeudi 23 janvier par la CEPAL, met en évidence une diminution du commerce intrarégional, et particulièrement au sein du Mercosur (Marché commun du Sud). La tendance devrait cette année s'inverser à la hausse, d'après les pronostics de la CEPAL, profitant notamment du ralentissement de la crise argentine et de l'importance accordée au renforcement du Mercosur par la nouvelle équipe gouvernementale brésilienne.

AMÉRIQUE CENTRALE

La première phase des négociations commerciales entre les États-Unis et les cinq pays d'Amérique centrale du groupe G-5 (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua) a débuté lundi 27 janvier, à San José (Costa Rica). Les neufs réunions prévues au cours de l'année devraient aboutir en décembre 2003 à un accord commercial préparant la mise en place de la ZLÉA (Zone de libre échange des Amériques).

Les ministres de la Santé de six pays d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Honduras, Guatemala, Nicaragua y Panama) ont conclu jeudi 29 janvier un accord avec les grands laboratoires pharmaceutiques prévoyant une baisse de prix d'environ 50 % sur 14 médicaments contre le sida.

MERCOSUR

Les présidents brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, et argentin, Eduardo Duhalde, ont manifesté, mardi 14 janvier, leur intention de relancer les processus d'intégration au sein du Mercosur, constitué de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay. Ils prévoient la création d'un parlement du Mercosur, le renforcement de sa dimension sociale avec la réactivation du Forum consultatif économique et social où siègent chefs d'entreprise et syndicalistes, la consolidation de l'union douanière pour arriver à terme à un marché commun, permettant la libre circulation des biens et des personnes entre les quatre pays du bloc.

ARGENTINE

L'anémie touche actuellement 50 % des enfants de moins de deux ans, alors même que le pays est le quatrième exportateur mondial de viande bovine. Un Deux cuillerées de viande hachée de mauvaise qualité, trois fois par semaine, suffisent pourtant à fournir à un enfant de moins de deux ans la dose de fer dont il a besoin.

Le FMI (Fonds monétaire international) a conclu, vendredi 24 janvier, un accord avec le gouvernement argentin l'autorisant sans conditions à différer le paiement de ses dettes jusqu'au 31 août. Les conditions qu'avait jusque là imposées le FMI avaient conduit le gouvernement à ne pas honorer l'échéance du paiement de sa dette auprès de la Banque mondiale (voir Brèves de novembre). Cette dernière a débloqué, mercredi 29 janvier, un crédit de 600 millions de dollars pour lutter contre la pauvreté engendrée par le chômage. Cette décision, rendue possible par l'accord avec le FMI, intervient dans un contexte de

manifestations de rue à Buenos Aires. Différents mouvements de chômeurs protestent en effet depuis mercredi 22 contre la précarité de la situation des familles les plus pauvres et la baisse en trompe-l'œil du pourcentage des chômeurs, les familles qui reçoivent une allocation chômage n'étant plus inclues dans les calculs.

BOLIVIE

Des paysans de la région centrale de Chapare bloquent régulièrement la route qui relie Cochabamba et Santa Cruz, principal axe commercial du pays. Soutenant que la demande provenant de la consommation traditionnelle de la coca a augmenté, ils demandent l'autorisation d'accroître la surface de terre destinée à sa culture et la suspension des campagnes d'éradication menées sous la pression des États-Unis. Face à la menace du président Gonzalo Sánchez de Lozada de décréter l'état de siège, l'ancien candidat du parti Mouvement vers le socialisme (MAS), Evo Morales, a déclaré qu'il pourrait en appeler à la désobéissance civile.

BRÉSIL

Plusieurs centaines de bus provenant de tout le pays sont venus à Brasilia célébrer l'investiture de Luiz Inácio Lula da Silva, le premier janvier. Certains avaient choisi de traverser le pays en bicyclette. Le nouveau ministre des Relations extérieures, Celso Amorim, a choisi comme second, Samuel Pinheiro Guimaraes, opposant déclaré de la ZLÉA.

Le troisième Forum social mondial s'est tenu du 23 au 28 janvier à Porto Alegre, capitale de l'État de Rio Grande do Sul. L'édition 2004 du forum devrait avoir lieu en Inde.

Le président brésilien a lancé, jeudi 30 janvier, son programme « Faim zéro ». Ce plan crée un Conseil national de sécurité alimentaire (CONSEA), chargé de définir l'orientation générale du plan, et prévoit des mesures structurelles permanentes - création d'emplois, éducation, réforme agraire, formation professionnelle, micro-crédits… - conjuguées à des actions d'urgence. Le programme sera d'abord appliqué dans deux municipes de Piauí, un des États les plus pauvres, il sera mis en place sous sa forme définitive à partir de la fin du mois d'août.

CHILI

Fin décembre 2002, le Conseil régional métropolitain de l'environnement a donné son accord à une extension des espaces constructibles de la capitale (autorisation d'ajouter 90 000 hectares aux 52 000 actuels). Des associations de défense de l'environnement et le collège des architectes ont dénoncé la mesure, que l'on soupçonne d'être dictée par les intérêts des entreprises immobilières. Santiago est, avec Sao Paulo et Mexico, une des villes les plus polluées d'Amérique latine.

La Cour suprême de justice a ratifié, mardi 14 janvier, la levée de l'immunité pénale des cinq députés de la Concertation - la coalition de centre-gauche actuellement au pouvoir - accusés de corruption. Les cinq parlementaires ont aussi été relevés de leur fonction, ce qui réduit la majorité gouvernementale à 58 sièges, contre 57 à l'opposition.

L'actuel commandant en chef des armées, le général Juan Emilio Cheyre, a déclaré début janvier, dans un article paru dans le journal La Tercera, que « l'armée n'est l'héritière d'aucun événement passé, parti politique ou secteur social ». La déclaration a été accueillie très favorablement par le président Ricardo Lagos, qui y a vu « un bon augure pour commencer l'année 2003 », année du trentième anniversaire du coup d'État de 1973.

COLOMBIE

La commission spéciale constituée par le président Alvaro Uribe pour tenter d'établir le dialogue avec les

paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), et présidée par le Haut commissaire à la paix, Luis Restrepo, prépare une éventuelle première réunion formelle avec les AUC. L'instauration d'une table de dialogue avec les paramilitaires rendrait encore plus improbable des négociations avec les mouvements de guérilla. La commission cherchera avant tout à maintenir le cessez-le-feu annoncé le premier décembre par les AUC.

Alvaro Uribe devrait présenter début février son projet de Plan de développement au Congrès. Celui-ci prévoit le rétablissement de la croissance du PIB, le développement des secteurs de la santé et de l'éducation, la création d'emplois, et la mise en place d'une stratégie de sécurité démocratique. Le Conseil national de planification (CNP), organe consultatif, a émis des doutes sur la congruence du projet et des restrictions budgétaires annoncées.

Le volume des exportations de café colombien a augmenté de 3 % en 2002, mais les revenus restent faibles et forcent les petits producteurs à continuer à s'endetter. Le prix du café a diminué de près de 70 % depuis la rupture en 1998 du pacte mondial de quotas d'exportation. La surproduction qui a résulté du développement par des multinationales de la culture du café en Asie, a plongé les quelque 25 millions de producteurs mondiaux dans une crise sans précédent.

CUBA

Le gouvernement entreprend de réorganiser le système de santé du pays, une des fiertés nationales. La qualité des services offerts gratuitement (un médecin pour 167 habitants) a souffert ces dernières années des effets de la crise économique et d'une mauvaise gestion administrative.

ÉQUATEUR

Le nouveau président élu, Lucio Gutiérrez, a déclaré lors de sa cérémonie d'investiture, mercredi 15 janvier, que priorité serait donnée à la lutte contre la pauvreté et la corruption, à l'amélioration de la compétitivité et à la recherche de la sécurité alimentaire, citoyenne, sociale, juridique et environnementale. Pour ce faire, il compte proposer une réforme soumise à référendum. La désignation des dirigeants indigènes Nina Pacari et Luis Macas aux ministères des Relations extérieures et de l'Agriculture, constitue, aux dires de la première, « une reconnaissance des peuples qui, historiquement, ont toujours été relégués ».

GUATEMALA

Jeudi 16 janvier, le procureur des Droits humains de l'État guatémaltèque, Sergio Morales, a proposé au président Alvaro Portillo et au Congrès la création d'une Commission d'investigation des organismes illégaux et des groupes clandestins de sécurité, constituée de représentants de la communauté internationale et de fonctionnaires nationaux. Le projet cherche à mettre fin à la hausse des violences exercées contre des membres d'organisations de défense des droits humains.

MEXIQUE

Luis Ernesto Derbez, qui était jusqu'au 10 janvier, ministre de l'Économie du président Fox a été désigné par ce dernier pour remplacer Jorge Castañeda, démissionnaire, au poste de ministre des Relations extérieures. Ce changement devrait accroître le poids, dans la politique extérieure mexicaine, des questions économiques.

La mobilisation des agriculteurs contre l'entrée en vigueur de la seconde phase de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) continue, malgré les efforts du gouvernement pour désamorcer le conflit, bloquant des routes et manifestant dans la capitale. Ils menacent de paralyser le pays et de bloquer les frontières si le gouvernement n'initie pas une renégociation de l'ALENA. Durant les dernières décennies, le Mexique a réduit les aides apportées à l'agriculture, à la différence des États-Unis et du

Canada qui subventionnent leurs producteurs. Selon des statistiques officielles, la quasi totalité de la population rurale mexicaine vit aujourd'hui au dessous du seuil de pauvreté.

NICARAGUA

L'ancien président nicaraguayen, Arnoldo Alemán, accusé de corruption, a été placé en détention domiciliaire par la justice, après s'être vu retiré, le 12 décembre 2002, son immunité parlementaire de député. Le Parlement centraméricain vient de lui retirer le salaire qu'il recevait en tant que membre de l'institution, et pourrait ensuite le destituer. Dans ce cas, l'ancien président ne disposerait plus d'aucune immunité parlementaire.

PARAGUAY

Le sénat paraguayen a initié, jeudi 23 janvier, le jugement politique au président Luis González Macchi, accusé de corruption et d'avoir plongé son pays dans une des plus graves crises économiques de son histoire.

PÉROU

La décision du juge Jorge Barreto de rendre la liberté à l'ancien chef des services secrets, Vladimir Montesinos, du fait d'une erreur de procédure dans une des 60 affaires en cours d'instruction a déclenché un conflit politique d'importance entre, d'une part, le parti au pouvoir Pérou possible et son allié le Front indépendant moralisateur (FIM) et l'opposition d'autre part. La décision met en question l'intégrité du système judiciaire mais les avis divergent sur l'opportunité d'une intervention du pouvoir exécutif.

Le ministère de l'Éducation a engagé un dialogue avec des ONG du secteur de l'éducation autour du projet de réforme nécessaire à l'amélioration de la qualité et la réduction des inégalités dans l'effort en cours de scolarisation massive.

EL SALVADOR

La filiale salvadorienne de la multinationale Coca-Cola est accusée d'accaparer les faibles ressources en eau d'une région du pays. Selon le Rapport sur le développement humain des Nations Unies (PNUD) 2001, le service d'eau potable des municipes voisins ne peut fonctionner que huit heures par jour, et l'eau n'est pas salubre.

VENEZUELA

Dans un climat de pénuries dues à la prolongation de la grève organisée depuis le 2 décembre par l'opposition au président Chávez, le nouveau président brésilien a proposé de créer le Groupe des pays amis du Venezuela, pour aider à chercher une solution à la crise du pays. La première réunion, avec la participation du Chili, de l'Espagne, des États-Unis, du Mexique et du Portugal, a eu lieu vendredi 24 janvier. Mercredi 22, le Tribunal suprême de justice avait suspendu pour vices de procédure le référendum consultatif convoqué par le Conseil national électoral pour le 2 février. Ce même soir, le président Chávez annonçait la mise en place, pendant une semaine, du contrôle des changes pour stabiliser la monnaie nationale, le Bolivar. Le 23, des centaines de milliers de manifestants chavistes défilaient dans la capitale, tandis que l'opposition organisait des manifestations dans 23 villes de l'intérieur, suivies d'une concentration massive à Caracas quelques jours plus tard. Les opposants sont divisés quant à la stratégie à adopter. Le 29, la réouverture avec des horaires normaux de la grande majorité des banques montre que la fin de la grève s'amorce. Le ministère de l'Infrastructure a lancé depuis un processus d'enquête concernant trois des quatre principales chaînes privées de télévision, les accusant d'incitation à la rébellion et à la violence, ce qui autoriserait le retrait de leur permis de diffusion.

– Dial – Diffusion de l’information sur l’Amérique latine – L’actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.